



AMBASSADE DE FRANCE AU CHILI
SERVICE ÉCONOMIQUE

Le Conseiller Economique
Réalisée par : Marie-Laure Pairon
Revue par : Marc Legouy, CSE

Santiago du Chili, le 22 août 2019

NOTE

Objet : La finance verte au Chili

*Acteur nouveau sur le marché mondial encore émergent de la finance verte, le Chili s'est démarqué en juin 2019 en devenant le **premier Etat émetteur d'une obligation souveraine verte en Amérique latine**, à travers deux émissions d'une valeur totale de 2,4 Mds USD placées par les banques françaises **BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole**. Les acteurs privés locaux développent en parallèle leurs premiers outils, avec un premier green bond émis en 2018 à la Bourse de Santiago par l'entreprise **Aguas Andinas (filiale du groupe français Suez)** et un premier crédit bancaire lié à la notation verte du débiteur en 2019. **Le Chili se positionne comme une place de référence en matière de finance verte en Amérique latine.***

En Amérique latine, les besoins en matière d'investissement climat sont estimés à un minimum de 75 à 85 Mds USD par an, soit trois fois plus que le volume actuel d'investissement de ce type dans la région selon l'Alide¹. En 2018, le Chili représentait 7% du marché des *green bonds* en Amérique latine, 3^{ème} derrière le Mexique (54%) et le Brésil (27%), mais devant l'Argentine (4%) ou la Colombie (3%), si l'on considère les émissions vertes cumulées depuis leur émergence².

1. Le Chili est en 2019 le seul Etat d'Amérique latine à avoir émis une obligation souveraine verte

Le Chili est devenu en juin 2019 le premier Etat d'Amérique latine à émettre une obligation souveraine verte, suite à deux émissions d'un total de 2,4 Mds USD, réalisées avec l'appui de trois banques françaises présentes au Chili.

La première obligation verte, émise en USD pour 1,42 Md USD (taux d'intérêt à 3,53% et une échéance à 2050), a été placée par la **française BNP Paribas** aux côtés de deux banques américaines. La seconde émission verte, émise en Euros pour 861 M€ (taux d'intérêt de 0,83% à échéance 2031), l'a été par l'intermédiaire des **françaises Société Générale et Crédit Agricole**, aux côtés d'une banque américaine. Les ressources financières générées sont destinées au budget général de l'Etat chilien, à partir duquel elles seront affectées à des projets « verts ». Le Chili a rencontré pour son offre une forte demande au niveau mondial (la demande des investisseurs était respectivement 4,7 fois et 5 fois supérieure à l'offre pour l'émission en USD et pour celle en €).

Ces émissions vertes ont ainsi permis au Chili de se financer à des conditions avantageuses sur les marchés internationaux : **le taux d'intérêt obtenu pour l'émission en USD a été le plus bas jamais obtenu par le pays pour une obligation souveraine, et le plus bas accordé en 2019 à une économie émergente pour un titre de dette à échéance comparable.**

La feuille de route d'émission chilienne (*Green Bond Framework*) a été notée par l'agence de certification française **Vigeo Eiris avec le plus haut grade possible en matière de sûreté**. Au total, les obligations souveraines vertes du Chili représenteraient environ 1% du marché mondial des *green bonds* en 2019 (si celui-ci atteint le niveau projeté de 250 Mds USD cette année).

2. Les acteurs privés de la finance verte se structurent peu à peu sur le marché local

La Bourse de Santiago a ouvert en avril 2018 un marché dédié aux « obligations vertes et sociales », sur lequel l'entreprise Aguas Andinas, contrôlée par le groupe français Suez, a été la première à émettre. Au total, en 2019,

¹ Association latino-américaine des institutions financières pour le développement.

² Chiffres BondData

les cinq *green bonds* émis sur le marché local représentent 354 MUSD, soit 0,08% de la valeur de la totalité des instruments à revenu fixe qui y sont proposés.

La filiale de Suez, Aguas Andinas a émis deux de ces obligations vertes en monnaie locale (Clp), en avril 2018 et 2019, pour un total de 151 MUSD destinés à financer l'augmentation de ses capacités de production d'eau potable. Trois autres entreprises chiliennes ont également émis depuis l'ouverture de ce segment vert dans le secteur de l'assainissement (61 MUSD), de l'agriculture fruiticole (41 MUSD) et du bois-papier (101 MUSD). Ces *green bonds* semblent un outil prometteur de financement pour les acteurs privés : **en 2019, le plus bas taux de financement (2%) obtenu pour une entreprise chilienne pour une émission à 25 ans a été octroyé dans le cadre d'une obligation verte.** Les acteurs présents sur le marché de la finance verte restent cependant peu nombreux au Chili en 2019 : un enjeu d'avenir pour le secteur consiste en l'appropriation de ces outils nouveaux par les entreprises moyennes, intermédiaires clés dans les chaînes de production, dont beaucoup présentent déjà au Chili de hauts standards en matière de durabilité.

En 2018, **le Chili constituait le plus grand marché de valeurs à revenu fixe de la zone Amérique latine, et le 6^{ème} au niveau mondial**, permettant à la Bourse de Santiago de prétendre devenir une **place boursière de référence pour les entreprises latino-américaines** souhaitant émettre des obligations vertes et sociales. Le Chili compte des investisseurs institutionnels parmi les plus importants de la région Amérique latine à travers les « *Administratrices de Fonds de Pension* », entreprises privées en charge de la gestion des pensions de retraites des travailleurs chiliens. Les « AFP » représentent une capitalisation totale estimée à 212 Mds USD fin 2018. Les deux premières obligations vertes émises au Chili en 2018 ont été acquises en totalité par des investisseurs institutionnels chiliens, tendance se répétant aux émissions suivantes et montrant l'existence d'une demande locale solide pour ce type de produits.

L'offre de financements bancaires verts au Chili restait quasiment inexistante à mi-2019. Le premier « *green loans* » au Chili de 100 MUSD a été octroyé, en octobre 2018, à l'acteur local Agrosuper par la banque Rabobank pour la soutenabilité de son activité aquacole (réduction de l'utilisation d'antibiotiques dans la production de saumons). De même, le premier crédit lié à une notation verte au Chili (*Environmental, Social and Governance Linked Loan*) a été octroyé à hauteur de 30 MUSD par la banque Santander en mai 2019 à la filiale chilienne de l'acteur espagnol Acciona, spécialisée dans la gestion d'infrastructures et d'énergies renouvelables. Récent en Amérique latine, ce type de financement reste naissant au Chili, et paraît amené à être d'abord promu par les banques étrangères présentes dans le pays, dans le cadre d'une stratégie mondiale de leur groupe.

3. Des prospects pour la finance verte au Chili

Les prospects sont nombreux pour la finance verte au Chili : différentes politiques publiques en faveur de l'environnement, portées par le gouvernement chilien actuel, auront également besoin d'être financées, comme la fermeture des 28 centrales à charbon du pays et un transport public urbain 100% électrique, tous deux annoncés pour 2040, ou une production d'électricité issue à 70% d'énergies renouvelables en 2050.

Parallèlement, le développement du concept du « *cuivre vert* », dans un pays où le métal représente 13% du PIB et 56% des exportations, apparaît une priorité. La production d'électricité verte, pour répondre aux besoins en énergie du secteur minier, la construction d'unités de dessalement d'eau de mer répondant aux besoins en eau importants des mines ou l'utilisation de camions électriques à hydrogène diminuerait l'emploi de combustibles fossiles, principale source des émissions de CO2 du secteur (3000 L d'essence sont consommés par jour et par camion minier).

4. La France est leader sur le marché chilien de la finance verte

Les acteurs français apparaissent notablement bien implantés sur le marché émergent de la finance verte au Chili.

BNP Paribas, la Société Générale et le Crédit Agricole ont été chargés de l'introduction sur le marché des **deux premières obligations souveraines vertes de l'Etat chilien en juin 2019.** **Aguas Andinas, contrôlée par le groupe français Suez,** a été la première entreprise à émettre une obligation verte à la Bourse de Santiago en 2018, et reste la **première « émettrice verte » en valeur.** La filiale chilienne de l'agence de notation française **Vigeo Eiris** a été nommée tiers vérificateur, en charge de la qualification verte de **quatre des cinq *green and social bonds* émis à la Bourse de Santiago.**